



Ce sticker, distribué par l'hebdomadaire "Gazeta Polska" mi-juillet, indique "Ceci est une zone sans LGBT". Sa vente a été depuis interdite par une cour polonaise.

2019. Désormais 54% pensent qu'elle devrait être tolérée, bien qu'ils la qualifient de déviation par rapport à la norme. De plus, 29% des Polonais trouvent que le mariage entre personnes de même sexe, illégal dans le pays, devrait être autorisé (contre 22% en 2005).

Une plus grande tolérance envers les minorités sexuelles

"Le mouvement d'émancipation de la communauté LGBT qu'a connu l'Europe occidentale dans les années 1980 arrive en Pologne maintenant. Le sentiment d'identité personnelle et le combat pour la protéger sont visibles", observe Robert Biedron, eurodéputé polonais ouvertement gay, longtemps cité comme un des politiciens les plus populaires du pays. En 2014, il est parvenu à se faire élire maire de Slupsk, son village du sud-est conservateur de la Pologne – "où l'on pouvait rencontrer tous les oiseaux et animaux mais pas un seul homosexuel" –, devenant ainsi le premier maire gay du pays et le signe d'une Pologne qui peut s'éloigner de ses préjugés. "Les Polonais veulent être tolérants, mais les politiciens ne leur en donnent pas l'opportunité, soutient-il. Quand les gens nous rencontrent, ils changent d'avis. Une femme interrogée par les médias a dit de moi: 'je ne l'ai pas élu pour coucher avec lui mais pour gouverner!'"

Le 8 juin 2019, Varsovie a accueilli la plus grande gay pride en Europe centrale et orientale. Mais cette timide ouverture et le soutien grandissant des droits des homosexuels – qui se limitent en Pologne à une loi contre la discrimination au travail – vont de pair avec un repli identitaire et traditionaliste. Or le PiS a du flair et a pu identifier là un terreau fertile électoral à cultiver.

Le 18 février, Rafal Trzaskowski a signé une "charte LGBT +", faisant de Varsovie un "refuge" pour les personnes rejetées par leur famille et envisageant une éducation à la sexualité qui évoque la question de l'orienta-

tion sexuelle. Du pain bénit pour les ultraconservateurs qui se sont emparés du sujet pour attaquer l'opposition et créer une hystérie anti-LGBT, soutenus à mots couverts par l'Église. M. Kaczynski a qualifié cette charte "d'attaque contre la famille" et "contre les enfants". Aux européennes de mai 2019, le PiS a connu un succès attestant de l'efficacité de ce message. "En 2015, les boucs émissaires étaient les migrants. Sauf qu'ils ne sont pas venus en Pologne, on ne les voit pas. Cette fois, la cible est la communauté LGBT", explique Karolina Kedziora, présidente de la Société polonaise des lois antidiscrimination (PTPA).

"LGBT free zones"

Mi-juillet, l'hebdomadaire *Gazeta Polska* a joint à sa publication des autocollants avec une inscription "Ceci est une zone sans LGBT". Selon l'ONG Campagne contre l'homophobie (KPH), une trentaine d'entités territoriales polonaises se sont déclarées "Zones libres de l'idéologie LGBT". "En Pologne et en Allemagne, on avait des 'jew free zones', maintenant on a 'LGBT free zones'. C'est un souvenir terrible du passé en Pologne, qui a été dévastée par le nazisme. S'il est un pays où nous devrions être sensibles à l'égard de ce type de slogans, c'est la Pologne", s'inquiète M. Biedron. Et d'ajouter: "Entre le discours de haine et les crimes de haine, il n'y a qu'un pas."

Le 22 juillet, une gay pride organisée pour la première fois à Bialystok a été attaquée par des ultranationalistes. Mais pas que. "Des familles avec des enfants, des vieilles dames criaient et leur jetaient des pierres", raconte Pavel, originaire de cette ville de l'est de la Pologne.

L'Église a condamné ces violences. Mais, une semaine plus tard, le 1^{er} août, l'archevêque de Cracovie a qualifié

le mouvement LGBT de "peste arc-en-ciel" qui menace "les âmes, les cœurs et les esprits". Cette déclaration a suscité une pluie de critiques, rappelant le respect témoigné aux homosexuels par le pape François. Dans l'Église, quelques voix dissidentes sont apparues, dont celle du frère Pawel Guzynski, qui a appelé à la démission de l'archevêque de Cracovie, avant d'être envoyé par ses supérieurs trois semaines dans un couvent. "C'est dommage que l'archevêque de Cracovie n'ait pas pu expliquer ses propos. Il visait le danger de l'idéologie qui promeut une réorganisation de la société et la négation des valeurs chrétiennes", défend cependant l'archevêque Gadecki.

Jeudi 10 octobre, la télévision publique TVP, proche du pouvoir, a diffusé une "enquête" intitulée "Invasion", dévoilant le "déluge" LGBT qui guette la Pologne, porté par des individus "pires que les communistes acharnés" et qui annonce l'effondrement de l'Église catholique et "la légalisation de la pédophilie". Des phénomènes qui auraient déjà contaminé l'Occident. "Mais la Pologne résiste". Clap de fin, sur fond de musique dramatique.

Ainsi, la supposée distinction entre "l'idéologie LGBT" et les personnes qui la représenteraient n'est pas toujours une évidence. La campagne électorale passera, mais les relents qu'elle a éveillés mettront du temps à se dissiper. Selon une enquête du CBOS, "l'ouverture croissante aux gays et lesbiennes observée ces derniers temps s'est arrêtée". "J'ai peur pour moi, pour mon enfant qui parle de sa maman lesbienne, confie M^{me} Kedziora. Même les gens qui n'avaient pas d'opinion sur le mouvement LGBT vont en former une en écoutant les politiciens et l'Église. Ça, ce sera difficile à changer."

54%

des Polonais estiment que l'homosexualité doit être tolérée

Mais ils la considèrent comme une déviation à la norme.